



**Le 6 JUIN
Il faut finir le
travail !**



Le 6 juin, c'est notre D Day, le jour du débarquement pour que le 8 juin, jour de vote à l'Assemblée Nationale de la loi d'abrogation de cette réforme des retraites proposée par le groupe LIOT annule la perte, le vol de deux années de vie en bonne santé pour notre retraite.

Il faut que les député-es respectent la volonté de 7 Français-es sur 10 et votent ou s'abstiennent afin que la proposition de loi du groupe LIOT soit majoritaire.

Le 6 juin, pour « débarquer » cette réforme des retraites violente, injuste, injustifiée, nous devons toutes et tous nous mobiliser par la grève, dans les manifestations pour gagner le retrait d'une réforme marquée par un déni démocratique et un mépris inédit du pouvoir en place face à un mouvement social historique démarré en janvier.

La bataille pour nos droits à une retraite décente (ou à une retraite tout court) n'est pas terminée !

Il ne s'agit ni d'un combat d'arrière-garde, ni d'une spécificité folklorique française, nous ne sommes pas des « gaulois réfractaires ». Depuis le début du mouvement, les soutiens affluent du monde entier ; partout les travailleurs et les travailleuses aspirent à une retraite permettant d'échapper à l'angoisse de finir sa vie dans la misère

Tête haute, soyons fiers de notre lutte !

« Quand on est syndicaliste, on ne lâche jamais, et quand on perd par la porte, on rejoue la partie par la fenêtre et en général on gagne ! ».

Sophie BINET le 10 mai 2023.

Quelle que soit l'issue de notre combat, nous pouvons d'ores et déjà valoriser positivement notre action. Le gouvernement a été poussé dans les cordes, sous la pression et pour détourner l'attention, Macron est omniprésent pour faire des annonces tous les jours pour tenter d'apaiser la colère du peuple. Nous ne sommes pas dupes sur la manœuvre mais pour les futures négociations avec le gouvernement, rien ne sera plus jamais comme avant ! Et cela est bien à mettre au compte du mouvement social.



Nous appelons à se mobiliser, partout dans les services, à se mettre en grève et en manifestation le mardi 6 juin 2023 à l'appel de l'intersyndicale. Elargissons la mobilisation aux collègues qui ont pour l'instant observé le mouvement sur le banc des réservistes.

Déclaration de la CGT

à la suite du rendez-vous avec Elisabeth Borne

« Plus de 4 mois après le début de la mobilisation contre la réforme des retraites, la CGT a été reçue ce jour par la Première ministre, Mme Elisabeth Borne. Aujourd'hui, la CGT s'est déplacée en qualité de porte-parole des salariés-es engagés-es dans un mouvement social historique au sein duquel, par tous les moyens, les syndicats ont essayé de faire entendre raison au gouvernement.

Aujourd'hui, nous avons porté la voix des syndicats, des unions départementales, des fédérations et plus largement des travailleuses et travailleurs qui se passent le relai de la mobilisation depuis plusieurs mois. Notre demande est simple : nous exigeons toujours le retrait de la réforme des retraites. Nous avons rappelé à Madame la Première Ministre que cette réforme est violente, injuste et injustifiée.

Encore une fois, le gouvernement s'est dérobé alors que des millions de manifestantes et manifestants défilent dans les rues depuis le 19 janvier. Encore une fois, le gouvernement a fait la sourde oreille.

Encore une fois, le gouvernement nous a méprisé.

La CGT a rappelé que les manœuvres pour empêcher l'expression démocratique n'étaient plus possible et qu'il serait gravissime que la majorité gouvernementale retire de l'agenda parlementaire la PPL du groupe LIOT prévoyant la suppression de la réforme des retraites le 8 juin prochain.

Une chose est sûre : il n'y aura pas de retour à la normale tant que cette réforme ne sera pas retirée.

Ce rendez-vous a été aussi l'occasion d'aborder les sujets de préoccupation majeurs des salariés-es et notamment :

- **l'augmentation des salaires grâce à leur indexation sur l'inflation ;**
- **la révision des ordonnances Macron ;**
- **la conditionnalité des aides publiques aux entreprises ;**
- **la réduction du temps de travail ;**
- **l'égalité salariale et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.**

La CGT a rappelé son exigence de négociation tripartite sur les demandes syndicales. L'agenda social est celui des syndicats, pas celui du gouvernement ou du patronat. L'intersyndicale présentera donc le 30 mai ses premières propositions communes.

Nous ne voulons plus de mesures en coquille vide. Nous refuserons également de discuter sur la base d'un agenda patronal ou gouvernemental régressif. La CGT a notamment rappelé son refus de mesures stigmatisant les salariés-es privés-es d'emploi, son combat contre la réforme des lycées professionnels et son désaccord sur toute mesure discriminant les travailleurs-ses sans papiers.

Ce rendez-vous de « dialogue social » s'est avéré être un monologue patronal.

Sur tout le territoire, dans tous les secteurs nous appelons les salariés-es à la mobilisation générale le 6 juin. »

